

Rapport d'activités

2023-2025

2025
CONGRESS

uniting workers
for an industriAll
future



 **industriAll**
EUROPEAN TRADE UNION



Table des matières

5	Introduction
9	Trois priorités
11	Renforcer le pouvoir des syndicats pour des emplois industriels solides et durables en Europe
27	Renforcer le pouvoir des syndicats pour des salaires et des conditions de travail équitables
41	Renforcer le pouvoir des syndicats pour la solidarité et la paix en Europe
49	Annexes

Introduction

Cette mandature a été marquée par une succession de crises, allant de la pandémie à la guerre en Europe et à ses frontières, en passant par la crise des prix de l'énergie, l'accélération de l'évolution technologique et les répercussions du changement climatique. Les conditions de travail et de vie des travailleurs européens s'en sont trouvées considérablement bouleversées. IndustriAll European Trade Union a su répondre rapidement et de manière proactive à cette polycrise aux multiples facettes, tout en gérant un changement au sein de l'équipe dirigeante.

Lors de la Conférence de mi-mandat, organisée en juin 2023 à Thessalonique, IndustriAll European Trade Union a adopté son plan stratégique pour la période 2023-2025. Face aux grandes incertitudes auxquelles le monde et les travailleurs de l'industrie étaient confrontés, la décision a été prise durant le Congrès de 2021 de scinder le mandat de quatre ans en deux phases. Un premier rapport de mise en œuvre couvre la période 2021-2023 et fait état des cinq priorités définies dans le plan stratégique.

Ce second rapport présente notre réponse au plan stratégique pour la période 2023-2025.

Les trois priorités définies dans le plan stratégique renvoient au concept de pouvoir syndical, l'adhésion étant le fondement de notre influence vis-à-vis de nos homologues employeurs et des décideurs politiques, tant au niveau national qu'au niveau européen. Le mouvement syndical constitue le socle du modèle social européen. Notre fédération se bat pour des emplois industriels durables en Europe, des salaires équitables, la solidarité et la paix.

Un contexte toujours plus difficile

Les principaux défis rencontrés au cours des deux premières années du mandat actuel persistent. La crise du coût de la vie continue de peser lourdement sur les travailleurs et les personnes retraitées, qui ont toujours plus de mal à subvenir à leurs besoins fondamentaux. L'invasion massive de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a entraîné une augmentation des dépenses publiques dans le secteur de la défense. Cependant, les investissements dans d'autres secteurs pour préserver les emplois, encourager la formation et faciliter une transition juste sont largement insuffisants.

En juin 2024, les résultats des élections européennes ont révélé un basculement vers la droite au sein du Parlement européen et de la Commission européenne. Les employeurs se sont positionnés immédiatement après les élections, répétant toujours la même rengaine des « réglementations pesantes » et des « marchés du travail rigides ». L'austérité est définitivement revenue à l'ordre du jour européen, et les syndicats s'efforcent d'inverser cette tendance. Plus inquiétante encore est l'augmentation du nombre de députés européens partisans des idées et des idéologies antisyndicales et d'extrême droite. Cette situation fait écho aux tendances nationales, puisque de nombreux pays européens ont vu des partis d'extrême droite entrer au gouvernement ou y consolider leur place.

Au niveau mondial, la réélection de Donald Trump fait peser la menace d'une guerre commerciale, dont l'impact sur nos secteurs sera inévitable. Pendant ce temps, la Chine intensifie ses efforts d'exportation de marchandises vers l'Europe, accentuant les difficultés rencontrées par des industries clés telles que l'automobile ou l'acier.

**Nos trois priorités pour 2023-2025
renvoient toutes au pouvoir syndical
comme condition sine qua non pour des
emplois industriels de qualité.**

Un changement à la tête d'industriAll Europe et une coopération engagée avec nos organisations affiliées

À mi-mandat, notre Secrétaire général, Luc Triangle, a quitté industriAll Europe (d'abord provisoirement) pour prendre la tête de la Confédération syndicale internationale. Après avoir dirigé industriAll Europe pendant dix ans, Luc Triangle a transmis une organisation solide malgré un contexte extérieur agité. En février 2024, Judith Kirton-Darling a été élue Secrétaire générale et Isabelle Barthès Secrétaire générale adjointe. Main dans la main, nous nous sommes efforcés de guider notre organisation au travers des multiples crises externes rencontrées.

Cela n'a été possible que grâce à l'engagement et à la détermination sans faille de nos organisations affiliées à parler d'une seule et même voix au niveau européen. Dans notre contexte, marqué par les risques liés aux fermetures massives d'usines, par des investissements insuffisants et par un dialogue social mis sous pression à presque tous les niveaux, industriAll Europe a adopté des stratégies proactives avec ses affiliés et les a déployées à tous les niveaux. Ensemble, nous œuvrons en faveur d'emplois industriels de qualité pour tous nos membres. Nous comptons sur votre engagement indéfectible pour poursuivre sur notre lancée !

Judith Kirton-Darling

Secrétaire générale



Isabelle Barthès

Secrétaire générale adjointe







priorités





Renforcer le pouvoir des syndicats pour des emplois industriels solides et durables en Europe

Pour construire des industries fortes et stables en Europe, nous avons besoin de syndicats forts dans le secteur manufacturier. Cela requiert une organisation collective des travailleurs à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement afin de garantir le respect des droits syndicaux et humains fondamentaux. Sans durabilité et sans justice sociale, il n'y a pas de stabilité.

Depuis 2008, l'Europe a perdu 2,5 millions d'emplois dans le secteur manufacturier. Notre organisation a multiplié les initiatives pour promouvoir des industries inclusives, durables et résilientes. En mai 2023, nous avons adopté une prise de position sur le plan industriel du pacte vert de l'UE, dans laquelle nous soulignons les diverses lacunes dans l'approche de la Commission européenne, notamment l'absence d'une dimension sociale. Qui plus est, le plan n'inclut pas de politiques pour les secteurs tournés vers l'exportation et n'identifie pas les industries de base comme étant d'une importance stratégique pour l'Europe.

À l'automne 2023, industriAll Europe a lancé sa campagne « Des emplois industriels de qualité », menée en vue des élections européennes et présentée aux ministres de l'emploi de l'UE en juin 2024.

Des années d'austérité et d'inégalités grandissantes ont porté préjudice aux citoyens de toute l'Europe, entraînant une insécurité sociale et économique. En conséquence, IndustriAll Europe a publié une Policy brief sur des emplois de qualité, exhortant l'UE à déployer une stratégie ambitieuse pour un avenir fondé sur des industries innovantes, fortes et stables.

Nos priorités, énoncées dans le document « Des emplois industriels de qualité - 5 victoires, 5 demandes », ont été activement relayées à l'approche des élections européennes, à travers un manifeste commun encourageant les travailleurs à voter pour des candidats qui soutiennent les emplois de qualité et qui partagent les valeurs syndicales. En novembre 2024, nos priorités ont été redéfinies par notre Comité exécutif décidant d'une mobilisation en faveur d'emplois industriels de qualité avant l'entrée en vigueur du pacte pour une industrie propre de l'UE. Dans le cadre de cette campagne, nous nous sommes mobilisés dans les rues de Bruxelles en février 2025.

Un pacte industriel européen est impératif pour concrétiser le pacte vert et garantir des emplois de qualité en Europe. Il ne peut être mis en œuvre sans la participation des travailleurs.

En amont des élections de juin 2024, nous avons également formulé nos demandes pour les jeunes, appelant à renforcer l'attractivité des industries manufacturières auprès des jeunes travailleurs et à promouvoir des apprentissages de qualité assortis de garanties de maintien dans l'emploi. À travers ces demandes, nous avons encouragé les jeunes travailleurs à se rendre aux urnes pour faire entendre leur voix.

IndustriAll Europe est restée déterminée à concrétiser les objectifs définis dans notre manifeste pour une transition juste et s'est activement investie dans la rédaction de l'avis du CESE pour faire progresser le cadre politique de l'UE en faveur d'une transition juste, adopté en décembre 2023, ainsi que dans la rédaction de la résolution du Parlement européen sur la création d'emplois, la transition juste et les investissements d'impact, adoptée en novembre 2023.

Nous sommes parvenus à faire inclure nos trois demandes principales dans les deux rapports, à savoir la mise en place d'un cadre réglementaire pour l'anticipation et la gestion du changement, l'instauration de conditionnalités sociales, et la création d'un observatoire européen de la transition juste. Ces trois éléments ont été abordés lors de [la conférence de la présidence belge](#) pour une transition juste à laquelle industriAll Europe a participé.

Les efforts d'industriAll Europe ont porté leurs fruits car la Commission européenne a annoncé la mise en place d'un observatoire de la transition juste au printemps 2025. Notre travail avec la présidence belge de l'UE a conduit à l'inclusion des droits des travailleurs et des négociations collectives dans la transition juste, tel que repris dans [les conclusions du Conseil sur la révision à mi-parcours du 8e programme d'action pour l'environnement](#). En outre, nos demandes en faveur de conditionnalités sociales ont suscité un consensus plus large parmi diverses parties prenantes sur le fait que le financement public doit davantage contribuer à l'intérêt public. C'est ce qu'ont proclamé les chefs d'entreprise de 20 secteurs qui, aux côtés des syndicats, ont signé [la Déclaration d'Anvers pour un pacte industriel européen](#), présentée à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. La Déclaration d'Anvers souligne également l'engagement de l'industrie envers l'Europe, les objectifs climatiques et le maintien d'emplois de qualité. Dans ce contexte, les syndicats ont insisté sur la nécessité de mettre en place un cadre politique européen cohérent qui ne met pas en péril les objectifs sociaux.

Dans la même lignée, [une déclaration conjointe](#) intitulée « Un pacte industriel qui garantit des emplois industriels de qualité en Europe » a été publiée. S'appuyant sur la déclaration d'Anvers, cosignée par plus de 1 000 dirigeants d'entreprise et syndicaux, les partenaires sociaux sectoriels européens et les associations industrielles ont lancé un appel aux institutions européennes en faveur d'un pacte industriel européen garantissant la mise en œuvre d'un pacte vert associé à des emplois de qualité en Europe.

IndustriAll Europe a pris la parole à l'occasion de **multiples réunions européennes de haut niveau**, telles que le Sommet social tripartite et le Conseil des ministres, afin de défendre nos positions politiques sur des questions d'actualité, notamment la pénurie de main-d'œuvre, les politiques industrielles et énergétiques pour une Europe prospère, une réponse rapide à la loi américaine sur la réduction de l'inflation, ou encore les mesures de soutien à l'économie européenne. Nous avons également défendu nos objectifs lors du Forum industriel de la Commission européenne. Nous avons clairement fait savoir que le pacte vert ne peut être mis en œuvre sans la participation des travailleurs.

Nous avons suivi le processus de rédaction de la recommandation du Conseil relative au dialogue social, rappelant que les comités de dialogue social sectoriel ne doivent pas être privés des ressources nécessaires. De fait, les syndicats sectoriels possèdent la plus vaste expérience en matière de négociation au niveau national et sont à même d'apporter des informations précieuses au niveau européen. Toutes les organisations européennes de partenaires sociaux ont uni leurs forces et ont réclamé des ressources pour le dialogue sectoriel afin de financer des réunions en présentiel. Lors du Sommet de Val Duchesse, il a notamment été question d'un pacte pour le dialogue social envisagé pour début 2025.

Des investissements colossaux sont nécessaires pour assurer la croissance et une transition juste vers une économie décarbonée.

À l'automne 2024, notre fédération a salué une partie importante du rapport de Mario Draghi sur l'avenir de la compétitivité de l'Europe, car celui-ci fait tout particulièrement référence au développement industriel et appelle à un investissement sans précédent de 800 milliards d'euros par an. Cependant, le programme social du rapport comporte plusieurs lacunes, des aspects clés du

modèle social européen ayant été complètement omis du cadre politique proposé par Mario Draghi. Nous estimons qu'il est indispensable d'assortir les subventions et les investissements publics à des conditionnalités sociales afin de garantir l'attribution des fonds uniquement aux entreprises qui investissent dans la production en Europe

et qui offrent des emplois de qualité, tout en respectant les négociations collectives et les droits des travailleurs.

Nous plaidons également en faveur d'un contrôle de la distribution des dividendes et des rachats d'actions afin d'éviter des versements excessifs au détriment des investissements, notamment les investissements au profit des travailleurs.

IndustriAll Europe a eu la possibilité d'échanger avec Enrico Letta en préparation de son rapport intitulé « Bien plus qu'un marché ». Ce rapport rejoint notre analyse sur la désindustrialisation et la fragmentation entre les États membres. Le document contient plusieurs recommandations essentielles pour la législature 2024-2029, soulignant l'importance des éléments de la transition juste et des conditionnalités sociales liées aux aides d'État dans le but de renforcer les salaires, les droits des travailleurs et le soutien aux régions les moins développées. Le rapport recommande également l'utilisation des marchés publics pour encourager la création d'emplois de haute qualité couverts par des conventions collectives.

Partant du principe que l'investissement dans les industries tournées vers l'avenir ne peut se faire sans une gouvernance économique favorable, IndustriAll Europe collabore activement avec la CES et les organisations de partenaires sociaux de l'UE pour passer en revue les politiques macroéconomiques, y compris le Semestre européen. Les politiques budgétaires de la zone euro sont depuis longtemps influencées par le pacte de stabilité et de croissance, initialement conçu pour imposer des budgets équilibrés. Bien que le pacte ait été suspendu pendant la pandémie, il a été rétabli en 2024 avec seulement quelques révisions mineures. Les syndicats se sont opposés aux plans visant à réduire rapidement les ratios dette/PIB, car ils estiment que de telles mesures nuiraient à la double transition numérique et écologique. Une fiscalité juste, y compris pour les multinationales, a fait l'objet de discussions entre nos affiliés lors de notre académie de l'économie à Florence, en septembre 2024.

IndustriAll Europe a créé sa propre base de données sur la transition juste, qui compile des données issues de différents pays sur la manière dont la transition industrielle est menée sur le terrain.

De nombreuses industries en proie à des crises dramatiques

Peu avant la fin de la période considérée, le Secrétariat d'industriAll Europe recevait presque chaque semaine de nouvelles informations concernant d'éventuelles fermetures d'usines. Par conséquent, industriAll Europe a tenu à souligner le besoin immédiat d'investissement dans l'industrie dans une prise de position adoptée en novembre 2024.

Le secteur automobile est actuellement confronté à de véritables enjeux, car la production enregistrée ces dernières années reste nettement inférieure aux chiffres d'avant la crise de la COVID-19, principalement en raison de la faible demande. En réponse, industriAll Europe a adopté une prise de position en novembre 2024, appelant à la durabilité et à l'investissement, notamment la mobilisation des ressources du Fonds social pour le climat, établi en parallèle au second Système d'échange de quotas d'émission. Un plan d'action pour le secteur automobile pour 2024-2026 a été élaboré afin de fournir à nos organisations affiliées concernées une feuille de route incluant nos principales activités et initiatives politiques. Ce plan apporte une meilleure vue d'ensemble des actions pertinentes pour le secteur automobile et sera régulièrement mis à jour.

Fin 2024, Volkswagen (VW) a annoncé la fermeture de trois de ses sites en Allemagne. Le 20 décembre 2024, IG Metall a conclu un accord de réduction progressive des effectifs de VW sans fermeture d'usine. Cependant, Stellantis a décidé de fermer des sites au Royaume-Uni et en Italie tandis que l'usine emblématique d'assemblage de véhicules électriques d'Audi en Belgique a connu le même sort. Ces exemples ne représentent que la partie émergée de l'iceberg.

Les dramatiques plans de fermeture d'usines de production annoncés en 2024 sont sans précédent. Nous avons mobilisé nos membres et avons réclamé des mesures immédiates auprès des décideurs politiques.

Notre Comité exécutif a tiré la sonnette d'alarme en novembre 2024 en adoptant une prise de position intitulée « Le cri d'alarme des travailleurs de l'industrie automobile et de sa chaîne d'approvisionnement à l'Europe ». Le Comité exécutif a envoyé un message fort à la nouvelle Commission européenne, à savoir que l'industrie automobile est en crise et l'Europe doit réagir de toute urgence. IndustriAll Europe appelle également dans sa prise de position à des actions concrètes pour protéger les travailleurs et préserver les emplois.

La Commission européenne en est venue à la conclusion que les véhicules électriques fabriqués en Chine bénéficient de subventions injustes, portant préjudice aux producteurs de l'UE. IndustriAll Europe a réagi positivement à la décision de la Commission européenne d'imposer des droits de douane sur les véhicules électriques chinois. La mise en place de principes et de règles est indispensable à une concurrence mondiale équitable. Cette décision n'est pas une réaction protectionniste, mais plutôt un instrument politique juste pour défendre les intérêts légitimes de l'UE.

Néanmoins, les droits de douane ne constituent pas à eux seuls une politique industrielle. Les travailleurs de l'industrie manufacturière réclament une stratégie exhaustive pour permettre à l'industrie automobile européenne de relever le défi du changement climatique. Le casse-tête politique qui consiste à rendre abordables les véhicules électriques de qualité n'est toujours pas résolu. Nous attendons de la nouvelle Commission européenne qu'elle soutienne l'industrie automobile européenne et sa main-d'œuvre. Sans cela, les avantages des droits de douane risquent d'être limités.

IndustriAll Europe et CEEMET (les employeurs de l'industrie européenne du métal, de l'ingénierie et des technologies) ont co-organisé un atelier en décembre 2024 à Bruxelles dans le but d'aborder la dimension sociale de la transformation en cours dans le secteur et de développer des outils et des activités pour améliorer les compétences au sein du secteur automobile. Cet événement s'inscrit dans le cadre de projet TRIREME, financé par l'UE, et a rassemblé quelque 70 représentants de syndicats, d'organisations patronales, d'instituts de recherche et de la Commission européenne.

Un autre projet, intitulé « [Putting Trade Union Power into European Batteries](#) », a pour objectif de renforcer la syndicalisation dans l'industrie en pleine expansion des batteries pour véhicules électriques.

À l'occasion d'un séminaire de lancement organisé en novembre 2024, les syndicats ont convenu de focaliser leurs efforts sur les pays ayant le plus fort potentiel de croissance (la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la Serbie) tout en invitant les syndicats d'autres pays à se joindre aux actions de syndicalisation. Par ailleurs, nous avons organisé, en collaboration avec IndustriALL Global Union (IAG), une [conférence sur la chaîne d'approvisionnement des piles et des batteries](#) à Budapest en octobre 2023. Nous avons également mis en place un groupe de travail ad hoc consacré à l'industrie des batteries et avons rédigé une charte sur la santé et la sécurité dans ce secteur où le travail comporte de graves risques.

L'UE compte actuellement **300 000 sidérurgistes**, mais l'avenir de ces derniers est incertain. Près de la moitié de la capacité de production de l'Europe pourrait disparaître dans un secteur indispensable à la transition écologique et à l'autonomie stratégique de l'UE.

La surcapacité et les coûts élevés de l'énergie, ainsi que les enjeux commerciaux, ont plongé l'ensemble du secteur dans un état de reconstruction. Des acteurs majeurs, tels que Liberty Steel, ArcelorMittal, Tata Steel et ThyssenKrupp, ont annoncé leur intention de fermer des sites de production en Europe. La situation chez Liberty Steel est particulièrement alarmante, car les problèmes de gestion et de financement de l'entreprise ont à eux seuls mis en péril plus de 4 500 emplois. À la suite des actions menées par IndustriAll Europe sur ces cas d'entreprise, la Commission européenne a organisé [une réunion de haut niveau](#) en mars 2024 pour aborder la situation dans le secteur. Afin de sensibiliser à la gravité de la situation, [une journée d'action sur l'acier](#) a été menée avant un sommet européen de haut niveau sur l'acier.

Les métallurgistes et leurs syndicats de toute l'Europe ont appelé les décideurs politiques de l'UE, les gouvernements nationaux et les entreprises à agir sans plus tarder pour sauver les nombreux emplois menacés. À ce titre, IndustriAll Europe a publié [un plan d'action européen pour l'acier](#) en collaboration avec EUROFER.



Ce plan a reçu le soutien de plus de 60 députés européens et a été évoqué lors d'un débat sur l'acier en séance plénière au Parlement européen et lors de l'audition du commissaire européen Stéphane Séjourné. IndustriAll Europe a réclamé un plan d'action européen solide et ambitieux pour l'acier et les métaux de base dans les 100 premiers jours de la nouvelle Commission européenne, et a demandé l'organisation d'un sommet européen de haut niveau sur l'acier.

Les industries automobile et sidérurgique sont les secteurs dont les perspectives sont les plus préoccupantes pour 2025-2026. Cependant, d'autres secteurs sont aussi confrontés à des enjeux de taille.

L'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (THCC) subit une transition inédite liée à la stratégie textile de l'UE et à 16 textes législatifs destinés à garantir la durabilité de tous les produits sur le marché de l'UE. IndustriAll Europe a participé à la rédaction de cette stratégie aux côtés des décideurs politiques, des partenaires sociaux, et d'organisations de la société civile. Nous avons également été étroitement impliqués dans le parcours de transition pour l'écosystème du textile et dans divers projets sur la transition juste, notamment des partenariats avec l'OIT et le Centre pour une transition juste. Le changement de production dans le secteur aura un impact sur tous les travailleurs du secteur, et les syndicats insistent pour que ce changement soit opéré de manière responsable, en veillant à ce qu'aucun travailleur ne soit laissé pour compte. C'est la raison pour laquelle le nouveau projet financé par l'UE, Stitch Together, vient en aide aux partenaires sociaux nationaux pour anticiper la double transition écologique et numérique tout en obtenant le soutien des décideurs politiques nationaux et des autres parties prenantes concernées.

Malgré une certaine reprise des commandes après la pandémie de COVID-19, **le secteur de l'aérospatiale** a lui aussi été touché. Des inquiétudes persistent quant à la capacité de la chaîne d'approvisionnement à suivre le rythme et à mettre en œuvre les changements nécessaires liés à la transition écologique et numérique. Face à cette situation, IndustriAll Europe a lancé le projet européen FLY-SUS, qui se concentre sur une transition écologique et numérique réussie tout au long de la chaîne d'approvisionnement du secteur. La conférence de lancement s'est tenue

à Bordeaux, en France, en 2024, et trois ateliers régionaux sont prévus pour 2025. Le secteur spatial a fait l'objet d'une attention particulière à l'annonce de milliers de suppressions d'emplois chez Thales et Airbus Space & Defence. En réaction, industriAll Europe a réclamé des mesures pour aider ce secteur d'importance stratégique à conserver des emplois de qualité.

Force est de constater que le cumul des bilans négatifs dans la majorité des secteurs, conjugué à la crise énergétique actuelle, a un impact considérable sur **l'industrie de la chimie**, qui fournit tous les autres secteurs manufacturiers. Plus de 11 millions de tonnes de capacité de production ont été fermées en Europe en 2023 et 2024, menaçant quelque 20 000 emplois à court terme. En outre, les investissements essentiels sont principalement réalisés en dehors de l'UE, tandis que les équipements et les processus de production sur le continent deviennent obsolètes. Si la situation continue de se détériorer dans d'autres secteurs, les conséquences pourraient être désastreuses. C'est pourquoi industriAll Europe s'est impliquée dans le processus de mise en œuvre du parcours de transition pour l'industrie de la chimie, une initiative stratégique conçue pour promouvoir les investissements au profit d'une industrie chimique compétitive et résiliente. Notre participation à cette initiative clé nous rappelle constamment l'importance de mener la transition de manière à maintenir des emplois de qualité en Europe.

Depuis de nombreuses années, industriAll Europe plaide en faveur d'une stratégie européenne pour **la construction navale** et les technologies maritimes. Des initiatives unilatérales et conjointes ont été menées avec nos partenaires sociaux sectoriels, SEA Europe, ainsi que d'autres parties prenantes du secteur maritime. À l'été 2024, la nouvelle Commission européenne a annoncé l'inclusion d'un tel plan dans le programme de travail 2024-2029. L'Europe a besoin d'un secteur de la construction navale renforcé, et non l'inverse. Les chantiers navals, avec l'expertise de pointe de leurs salariés ainsi que leurs navires et autres produits innovants et de plus en plus respectueux du climat, est d'une importance stratégique pour l'approvisionnement en énergie, le transport et la sécurité en Europe.

L'industrie de la défense fait figure d'exception, principalement en raison de la guerre en Ukraine.

Dans notre [Déclaration de Varsovie](#), nous avons rappelé la responsabilité des entreprises d'investir dans leurs travailleurs et de garantir des emplois de qualité. Malgré la demande urgente d'approvisionnement vers l'Ukraine, les droits des travailleurs dans le secteur de la défense doivent être respectés. IndustriAll Europe, en collaboration avec la CES, s'est opposée avec succès à [un instrument juridique](#) qui aurait permis aux fabricants de munitions de contourner les réglementations, déjà trop souples, en matière de temps de travail.

Une transition énergétique juste est plus que jamais nécessaire

IndustriAll Europe suit de près la crise énergétique et facilite les discussions avec ses membres et les institutions européennes. Nous avons insisté sur la nécessité d'un approvisionnement en électricité abondant, stable et abordable qui garantisse la compétitivité des industries grandes consommatrices d'énergie. Cependant, les politiques de l'UE ne parviennent pas à endiguer efficacement la flambée des prix de l'énergie et les perturbations de l'approvisionnement qui touchent nos industries et nos membres. Une stratégie globale consacrée aux investissements et à la transition juste fait cruellement défaut. Nous avons réclamé [une réforme en profondeur du cadre réglementaire européen en matière d'énergie](#), y compris des taxes sur les bénéfices exceptionnels qui ne nuisent pas à l'investissement.

Au sein du Comité de dialogue social sectoriel européen pour le gaz, IndustriAll Europe a collaboré avec la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) et la fédération des employeurs, Eurogas, sur la question d'une transition juste pour le secteur. Ensemble, nous avons rédigé un [rapport d'étude](#) dans le cadre d'un projet financé par l'UE.

Par la suite, ces trois organisations ont entamé des négociations visant à mettre en place des plans pour une transition juste, des formations de qualité et des transitions entre emplois, le tout avec la participation des travailleurs et des syndicats. Après avoir conclu des négociations sur un accord pour une transition juste au printemps 2024, Eurogas [a finalement décidé de ne pas l'adopter](#).



Le développement des énergies renouvelables s'accélère partout en Europe.

IndustriAll Europe et la FSESP ont fermement condamné cette volte-face, la qualifiant de coup dur porté au dialogue social sectoriel européen. En réponse à ce revirement, la FSESP et IndustriAll Europe ont exhorté la Commission européenne à proposer rapidement une directive sur une transition juste.

À la suite d'un atelier organisé avec la FSESP en décembre 2024, IndustriAll Europe et la FSESP ont adopté des recommandations conjointes sur la manière dont le plan d'action de l'UE pour les réseaux peut contribuer à une transition énergétique juste pour les travailleurs. Nous avons réclamé une stratégie ambitieuse reconnaissant le rôle crucial des travailleurs dans l'entretien, la modernisation et le développement des infrastructures électriques européennes.

En avril 2024, IndustriAll Europe a mis en place un groupe de travail pour les syndicats représentant les travailleurs dans **le secteur de l'énergie éolienne en mer**. Le groupe de travail fait partie intégrante du Réseau « Énergie » dans le but de renforcer la coopération au sein d'un secteur émergent et d'identifier les difficultés communes liées à la syndicalisation des travailleurs de l'industrie, aux droits des travailleurs et au cadre réglementaire relatif aux normes de santé et de sécurité dans le secteur. Le groupe de travail étudie également la façon dont la politique industrielle peut garantir des emplois de qualité dans la chaîne d'approvisionnement européenne de l'énergie éolienne en mer.

Des enjeux à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement

La pandémie, la guerre en Ukraine, les distorsions de marché et divers autres facteurs ont fragilisé les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette fragilité représente un enjeu considérable pour industriAll Europe et ses organisations affiliées à travers de nombreux secteurs.

Les syndicats et les employeurs des **industries extractives** réclament un dialogue social fort et des politiques cohérentes dans le cadre du règlement sur les matières premières critiques, instauré en mars 2023. Les partenaires sociaux saluent l'initiative de la Commission d'aborder la question de l'approvisionnement en matières premières et plaident en faveur d'un cadre politique cohérent et d'un dialogue social efficace. Les minéraux et les métaux sont indispensables à la concrétisation des objectifs les plus urgents et ambitieux de l'UE, allant de la transition écologique et numérique à la vague de rénovation de l'UE.



Toutefois, la grande dépendance de l'Europe à l'égard d'autres pays pour l'approvisionnement en matières premières stratégiques remet en question l'autonomie de l'Europe. Une [déclaration conjointe](#) met en lumière l'importance de partenaires sociaux forts et de négociations collectives pour des industries extractives durables offrant de bonnes conditions de travail, un environnement sûr et sain, un épanouissement professionnel et des salaires décents.

Le secteur des **matériaux de base** figure parmi les secteurs confrontés aux défis inhérents aux industries grandes consommatrices d'énergie. Étant plutôt décentralisé et petit, ce secteur n'a souvent pas le même poids ni les mêmes capacités que les grandes industries. Pourtant, celui-ci est concerné par d'autres thématiques importantes, telles que le [règlement](#) du Conseil relatif aux emballages et aux déchets d'emballage, adopté en décembre 2024. Bien que soutenant l'objectif de réduction des déchets et de l'impact environnemental des matériaux d'emballage, nous avons fait part, dans une Policy Brief, de nos préoccupations quant à certaines dispositions du règlement, notamment la priorité accordée à la réutilisation plutôt qu'au recyclage. Cette approche représente un [risque important](#) de fragilisation d'une industrie du recyclage bien établie et met en péril un grand nombre d'emplois en Europe.

La pandémie de COVID-19 a attiré l'attention des représentants politiques et du public sur l'approvisionnement en médicaments abordables. De fait, une réforme de la législation européenne sur l'autorisation et la surveillance des médicaments était déjà envisagée. Un [paquet législatif](#) a été publié par l'UE en avril 2023. Ce train de mesures vise notamment à lutter contre l'inégalité d'accès des patients aux médicaments dans les différents pays de l'UE, à pallier le manque de produits pharmaceutiques disponibles destinés au traitement des maladies rares, à aborder la nécessité de se prémunir contre les pénuries et à maintenir une **industrie pharmaceutique** compétitive qui investit dans la recherche, le développement, l'innovation et la production en Europe. IndustriAll Europe s'est impliquée dans ce débat politique et a adopté une [prise de position](#) intitulée « Un accès abordable aux produits pharmaceutiques pour tous et des emplois de qualité dans l'industrie pharmaceutique européenne ». Enfin, nous faisons également partie de l'[Alliance pour les médicaments critiques](#). La Commission européenne prévoit de publier une proposition de règlement sur les médicaments critiques en mars 2025.



Renforcer le pouvoir des syndicats pour des salaires et des conditions de travail équitables

Les travailleurs de toute l'Europe ont vu leur pouvoir d'achat chuter durant la crise du coût de la vie observée cette dernière décennie. Les négociations collectives sont sous pression dans la majorité des pays. Les employeurs attribuent souvent le manque de compétitivité à ce qu'ils estiment être une réglementation excessive, un retard de productivité et des pénuries de main-d'œuvre et de compétences. Ils considèrent la déréglementation et l'importation de main-d'œuvre qualifiée comme une solution à leur problème. De surcroît, ils affirment, à tort, que la montée en flèche des prix à la consommation au cours de cette décennie est alimentée par les salaires.

Les travailleurs et leurs syndicats ont besoin de connaissances pour relever les nouveaux défis. IndustriAll Europe et ses organisations affiliées ont organisé une multitude d'activités pour échanger et tirer parti de leurs expériences respectives. Nous avons rédigé de nombreuses prises de position qui ont été partagées avec la CES et les législateurs européens.

Le Socle européen des droits sociaux, proclamé par tous les gouvernements de l'UE en 2017, reste la pierre angulaire d'un nouvel enrichissement des acquis sociaux de l'UE. En avril 2024, plusieurs parties prenantes tripartites de haut niveau se sont réunies à La Hulpe, en périphérie de Bruxelles, pour signer une déclaration sur l'avenir du socle, réaffirmant la place de la politique sociale au cœur du projet européen. Bien que cette déclaration ne soit pas aussi ambitieuse ou concrète que nous l'aurions souhaité, en particulier en ce qui concerne la transition juste, elle fait référence à d'importantes priorités syndicales et constitue un point de départ pour de prochaines initiatives juridiques concrètes.

Malheureusement, la plus grande fédération européenne d'employeurs, BusinessEurope, s'est désolidarisée de la déclaration et a choisi de ne pas la signer.

Lutter pour les droits fondamentaux

Les négociations collectives sont un instrument essentiel pour garantir l'égalité de traitement. Par conséquent, nous avons organisé un atelier, financé par l'UE, sur [les négociations pour l'égalité](#) à Istanbul fin 2024. De nombreux participants engagés se sont réunis pour renforcer les capacités de leurs syndicats à défendre une meilleure égalité des chances sur le lieu de travail pour les groupes sous-représentés, notamment les femmes, les LGBTQI+ et les travailleurs en situation de handicap.

La lutte prolongée pour l'obtention d'une **convention collective** dans les ateliers de réparation de Tesla en Suède a été l'action industrielle la plus longue menée ces dernières années en Europe. Après cinq années de vaines négociations, IF Metall n'a eu d'autre choix que d'appeler à la grève à l'automne 2023. Elon Musk, le propriétaire de l'entreprise et la personne la plus riche du monde, affirme que les conventions collectives ne font tout simplement pas partie de son modèle d'entreprise.

Plus d'un an après, la lutte continue. Pour témoigner leur solidarité avec les grévistes et les syndicats, la Secrétaire générale d'IndustriAll Europe, Judith Kirton-Darling, et la Secrétaire générale de la CES, Esther Lynch, se sont rendues à un piquet de grève de Tesla en octobre 2024. Une victoire contre Elon Musk aurait des retombées importantes pour les travailleurs, non seulement dans les usines de Tesla, mais aussi dans de nombreuses entreprises dont les propriétaires viennent des États-Unis, de Chine, de Corée du Sud et d'ailleurs, et ne respectent pas le modèle social européen.

IndustriAll Europe soutient continuellement ses organisations affiliées dans leurs luttes pour protéger les droits syndicaux acquis et maintenir l'influence politique par le biais du dialogue social. En Finlande, l'ensemble du mouvement syndical a vivement protesté contre les nouvelles lois qui limitent considérablement **le droit de grève**.

Les grèves politiques sont désormais sévèrement limitées, tout comme le droit à des actions de solidarité, une mesure souvent utilisée dans les pays nordiques, comme

lors du récent conflit chez Tesla. Non seulement ces lois sont contraires aux normes fondamentales du travail, mais elles sont également en contradiction flagrante avec le modèle nordique qui encourage ces pratiques sociales et économiques équitables.

Dans de nombreux pays européens, les syndicats ont dû s'opposer à des **mesures d'austérité** préjudiciables aux travailleurs et aux droits sociaux. Malheureusement, sous la pression de la Commission européenne, plusieurs gouvernements ont choisi de répéter les erreurs commises durant les premières années qui ont suivi la crise financière,

poussant les syndicats à réagir à tous les niveaux. En République tchèque, une importante manifestation a été organisée en mai 2023 pour protester contre un ensemble de réformes prévoyant des réductions salariales, une diminution des prestations sociales, une augmentation de l'âge de la retraite et une baisse des pensions. Cette réforme n'a fait qu'alimenter la crise du coût de la vie et augmenter le nombre de travailleurs et de retraités en situation de précarité, le tout sans égard pour le dialogue social.

La nouvelle directive européenne sur la transparence des rémunérations a pour but de combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Bien que cette directive doive être transposée en droit national, elle peut également orienter les négociations collectives, comme c'est le cas en Italie. L'égalité de traitement ne peut être atteinte que si les données salariales sont communiquées. C'est la raison pour laquelle nous avons suivi le processus d'adoption de la directive aux côtés de la CES.

Les cols blancs représentent une proportion croissante de la main-d'œuvre industrielle, à savoir environ 40 %. Pour stimuler la syndicalisation de ce groupe de travailleurs, nous avons mené un projet européen intitulé « Une meilleure représentation des cols blancs ».

**IndustriAll Europe
soutient ses affiliés dans
la lutte contre les mesures
d'austérité et les attaques
contre les négociations
collectives.**

Dans le cadre de cette initiative, nous avons développé une [boîte à outils pour la syndicalisation des cols blancs](#), disponible dans plusieurs langues. Lors d'une visite rendue aux [syndicats nordiques représentant les cols blancs](#), il est devenu évident que de nombreux affiliés pourraient bénéficier des réussites d'Unionen et des syndicats nordiques représentant les ingénieurs. Ces syndicats participent activement à façonner l'avenir du travail dans leur région.

Une plus grande attention a été accordée à **la sécurité et à la santé au travail (SST)**. Notre groupe de travail ad-hoc s'est transformé en un groupe de travail permanent consacré aux risques de SST liés au changement climatique et à la transition écologique.

Une [base de données sur les négociations collectives](#) a notamment été créée durant ce mandat. Elle a été développée au cours des deux dernières années et est accompagnée d'une newsletter mensuelle. Les négociateurs et les chargés de politique tirent souvent des enseignements précieux de la créativité et des réussites d'autres syndicats à travers l'Europe. Alimentée par un réseau européen d'experts syndicaux, cette base de données contient des informations actualisées. Notre réseau de contacts compte près de 150 experts dans 35 pays. Cet outil peut également être utilisé pour promouvoir la solidarité transnationale, en envoyant par exemple des lettres de soutien à des syndicats en situation de conflit.

La directive européenne relative aux salaires minimaux adéquats

L'adoption de la directive européenne relative aux salaires minimaux adéquats en 2022 représente une avancée historique pour le modèle social européen. Jamais auparavant l'UE n'avait adopté un instrument juridique qui reconnaisse aussi clairement les organisations de travailleurs à leur juste valeur, les objectifs ambitieux d'extension de la couverture des négociations et les mesures de lutte contre la pauvreté au travail.

IndustriAll Europe a accordé une grande priorité à cette directive depuis la publication de la proposition de la Commission européenne en 2020.

Cette proposition a été un sujet central lors de chaque réunion de notre Comité « Politique de négociations collectives et Politique sociale » et a fait l'objet d'une série de séminaires en Europe de l'Est. La directive a également été évoquée au sein de nos réseaux sectoriels tels que le réseau consacré au secteur THCC, où l'on trouve de nombreux emplois faiblement rémunérés. L'Est et le Sud-Est de l'Europe sont des régions où seul un petit pourcentage de travailleurs est protégé par des conventions collectives et a la possibilité de mener des actions syndicales pour obtenir une juste part des bénéfices et de la productivité dans leurs secteurs.

Lors de ces séminaires, nous avons également abordé la manière dont la mise en œuvre de la directive peut contribuer à la syndicalisation des travailleurs. Nous avons publié des lignes directrices dans neuf langues pour donner à nos membres les outils nécessaires à une transposition effective de la directive. La date limite officielle pour la transposition de la directive en droit national était fixée à novembre 2024. La pression exercée par les syndicats nationaux et leurs fédérations européennes via la Commission européenne est essentielle, car la directive prévoit principalement des objectifs et des recommandations mais peu d'obligations légales pour les États membres.



La directive sur le salaire minimum peut changer la donne. Nous accompagnons nos organisations affiliées dans la phase de transposition de la directive.



De nouvelles technologies et de nouveaux enjeux

Les syndicats développent activement des stratégies visant à encadrer **l'intelligence artificielle (IA)** sur le lieu de travail, dont le déploiement soulève une multitude de questions liées aux droits des travailleurs et à la protection de la vie privée. Les salariés devraient également tirer profit des avantages qu'offrent les nouvelles technologies à travers des réglementations appropriées.

La gestion de l'IA au profit des travailleurs a été abordée lors d'un atelier organisé à Helsinki en novembre 2023. Près de 60 syndicalistes, experts, chercheurs et décideurs politiques ont conclu que l'IA devrait être prise en compte dans le dialogue social afin d'atténuer les répercussions négatives sur les travailleurs. La formation sera indispensable à une transformation numérique juste.

Si l'IA présente un énorme potentiel de gains de productivité, elle comporte également des implications majeures en matière de surveillance et de contrôle des travailleurs si elle n'est pas réglementée. Ces implications dépendent de la manière dont l'IA est encadrée et utilisée. Le principe de l'humain aux commandes doit être respecté. Les syndicats ne s'opposent pas au progrès technologique, mais des emplois de qualité restent notre priorité première quand il s'agit d'IA.

Afin de définir les enjeux rencontrés et nos politiques, nous avons adopté une prise de position sur l'IA ainsi qu'une Policy Brief intitulée « L'IA dans le monde du travail industriel ». En outre, nous avons publié l'étude « L'IA en point de mire », réalisée avec le cabinet d'expertise Syndex dans le cadre d'un projet financé par l'UE. Cette étude analyse les principales questions relatives aux nouvelles technologies dans le monde du travail et émet des recommandations pour garantir leur utilisation au bénéfice de tous et des droits des travailleurs. L'étude conclut que le cadre législatif actuel de l'UE doit être renforcé dans le but de tenir compte de l'impact de l'IA sur le lieu de travail.

Par ailleurs, [les recommandations](#) aux coordinateurs et représentants des travailleurs dans les comités d'entreprise européens sur la gestion de l'intelligence artificielle sur le lieu de travail ont été mises à jour pour y inclure les récentes évolutions.

La numérisation et l'utilisation de l'IA sur le lieu de travail ont fait l'objet d'une [activité de formation](#) organisée pour les jeunes membres au Centre de formation de l'OIT à Turin, en novembre 2024. Quelques semaines plus tard, IndustriAll Europe a adopté une [stratégie globale](#) sur la maîtrise de l'IA sur le lieu de travail. Un [projet conjoint mené avec CEEMET](#), intitulé « Innover le dialogue social et les négociations collectives sur l'IA dans les industries MET », a été lancé en juin 2024.

En juillet 2023, la Commission européenne a publié de nouvelles règles pour garantir une application plus rigoureuse du **règlement général sur la protection des données (RGPD)** dans les cas transfrontaliers. Dans ce contexte, nous avons publié [notre boîte à outils sur le RGPD pour les syndicalistes](#) afin d'expliquer comment les syndicats peuvent contribuer efficacement dans ce domaine pour protéger les données à caractère personnel des travailleurs et les protéger contre la surveillance. Cette boîte à outils fournit des conseils pratiques à nos membres pour comprendre le RGPD et l'intégrer dans les négociations collectives.

IndustriAll Europe a suivi de près le processus d'adoption de la [directive européenne sur le travail via une plateforme](#) aux côtés de la CES. Il s'agit d'un travail pionnier dans le droit du travail de l'UE, car il entend reconnaître les faux indépendants en tant que travailleurs et réglementer la gestion algorithmique. Bien que le **travail via une plateforme** ne joue pas encore un rôle important dans nos secteurs, il est essentiel d'éviter la création d'une troisième catégorie entre les salariés et les indépendants. Nous estimons que la réglementation de la directive sur la gestion algorithmique, qui prévoit des droits et une protection pour les travailleurs et leurs représentants, devrait être étendue à tous les travailleurs, et pas uniquement à ceux qui travaillent via des plateformes.

Le droit à la formation

Le taux de chômage officiel en Europe est tombé à 6-7 % au cours de la période considérée. La Commission européenne qualifie cette situation de « tensions record sur le marché du travail européen ». Cependant, nous devons également prendre en compte le chômage non déclaré des jeunes, le sous-emploi, les personnes découragées ainsi que l'inactivité parmi les groupes marginalisés. En d'autres termes, le tableau n'est pas aussi rose que la Commission européenne le dépeint.

Pour de nombreuses personnes, la formation est cruciale pour trouver un emploi ou conserver leur emploi actuel.

La double transition écologique et numérique suscite une urgence sans précédent dans le domaine de l'éducation et de la formation. La garantie collective d'un droit individuel à la formation pendant les heures de travail, sans frais pour les travailleurs, sera indispensable pour une transformation numérique juste et

équitable pour tous. On estime que 40 % des travailleurs de l'industrie en Europe ont besoin d'être formés aux nouvelles technologies numériques pour être en mesure d'accomplir leur travail. À l'occasion de [l'Année européenne des compétences](#), [industriAll Europe](#) a plaidé en faveur de la formation en défendant les demandes formulées dans notre [prise de position](#).

En mars 2024, une soixantaine de représentants syndicaux ont participé à notre [atelier organisé à Zagreb](#) sur le thème « Faire de la formation une réalité pour des emplois de qualité dans les industries européennes ». Force est de constater que les syndicats doivent faire de la formation une priorité, en particulier dans le cadre des négociations collectives. Le droit à la formation est essentiel pour garantir des emplois de qualité accompagnés de salaires élevés, sur la base des compétences reconnues des travailleurs.

Nous observons un changement de mentalité, mais il est désormais temps de le concrétiser collectivement.

IndustriAll Europe a élaboré un [guide de formation](#) afin de mieux doter les responsables et les représentants syndicaux, tant au niveau sectoriel que sur le lieu de travail, des outils nécessaires pour faire de la formation une réalité dans nos industries.

Enfin, industriAll Europe a présenté ses prises de position sur les pénuries de main-d'œuvre et de compétences à la Commission européenne et aux employeurs dans le cadre de divers comités européens de dialogue social sectoriel.

Réduction du temps de travail

La réduction du temps de travail est actuellement à l'essai dans le cadre d'expériences nationales. Récemment, des réductions du temps de travail ont été convenues dans des conventions collectives, par exemple en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, au Royaume-Uni et en Finlande. La tendance à la réduction du temps de travail est directement liée à l'automatisation de la production industrielle. En outre, la question du temps de travail revêt une importance particulière dans le contexte d'une transition juste. Un meilleur **équilibre entre vie professionnelle et vie privée** est indispensable pour promouvoir des lieux de travail sains. Face à des journées de travail plus intenses et stressantes, la réduction du temps de travail permet aux travailleurs de reprendre le contrôle de leur vie.

La réduction du temps de travail, dont la semaine de 4 jours, connaît un succès croissant dans la plupart des régions d'Europe.

À ce titre, nous avons publié des articles, des fiches d'information et une brochure sur la [réduction du temps de travail](#) et ses avantages. Ces publications ont été rassemblées dans un seul et même document.

IndustriAll Europe a fait appel à l'Institut syndical européen (ETUI) pour réaliser une étude sur la réduction du temps de travail dans l'industrie manufacturière. Intitulée « [Friday on our Minds](#) », cette étude analyse les répercussions de la double transition écologique et numérique sur le marché du travail et les initiatives de réduction du temps de travail, y compris le passage à la semaine de quatre jours.

Information, consultation et coordination transfrontalière

L'ampleur des **restructurations** impliquant des fermetures, des démantèlements de lignes de production et des délocalisations dans nos secteurs est colossale, et a pour conséquence des dizaines de milliers de pertes d'emplois. C'est la raison pour laquelle IndustriAll Europe a pris l'initiative de rassembler des informations plus détaillées dans un [document partagé](#) afin d'avoir un aperçu clair de la gravité de la situation. Cette vague de restructurations s'inscrit dans un contexte de prix de l'énergie élevés, de baisse de la demande et de concurrence forte avec les importations en provenance de pays à bas coûts. La course aux profits à court terme et à l'augmentation constante de la valeur actionnariale joue aussi sans aucun doute un rôle important.

Les restructurations constituent des défis de taille pour les représentants des travailleurs et les syndicats, que ce soit au niveau local ou européen. Afin de les aider à s'y retrouver dans cet ensemble complexe de règles, de droits et d'obligations, et pour leur apporter des conseils pratiques fondés sur nos principes et nos priorités syndicales, un outil interactif en ligne, appelé le [navigateur sur les restructurations transnationales](#), a été développé en coopération avec des fédérations syndicales européennes, la CES et l'ETUI. Le navigateur fournit des informations sur 11 types différents de restructuration, couvrant chaque phase d'un projet de restructuration, allant des premières rumeurs au déploiement, et clarifiant le rôle des différentes parties prenantes, en particulier le CEE et les syndicats, mais aussi les responsabilités de la direction de l'entreprise.

Nous continuons à organiser des **réunions ad hoc de coordination syndicale** dans le but d'élaborer des stratégies communes face à des plans de restructuration transnationaux, la plupart du temps en coopération avec IndustriALL Global Union. Au cours de la période considérée, ces réunions concernaient, entre autres, ArcelorMittal, Stellantis, TotalEnergies SE, Schneider Electric SE et [Liberty Steel](#).

Notre coopération avec IndustriALL Global Union s'est vue renforcée à travers une participation mutuelle à nos comités de politique d'entreprise respectifs et par le biais d'un projet conjoint sur la conduite d'entreprise responsable. Intitulé « The ABC of RBC », le projet comprend des ateliers sectoriels pour les secteurs de l'automobile, des métaux de base, du textile et des industries extractives, et a pour objectif d'établir une liste de recommandations pratiques à l'attention des syndicats.

Au cours de la période considérée, la [directive relative aux comités d'entreprise européens \(CEE\)](#) a finalement fait l'objet d'une révision. En réponse au [rapport du Parlement européen](#) appelant au renforcement des droits des CEE, la Commission européenne a publié un [projet de nouvelle directive](#) en janvier 2024, lequel inclut de nombreuses priorités syndicales. Ce projet a été rapidement suivi par des prises de position du [Conseil de l'UE](#) et du [Parlement européen](#), ouvrant la voie à des négociations en trilogue qui débiteront dès 2025.

Assistant plus de 650 CEE dans nos secteurs, industriAll Europe reste étroitement impliquée dans les discussions avec la CES et les institutions européennes. En outre, nous avons conseillé le groupe II (groupe des travailleurs) du Comité économique et social européen (CESE) dans la préparation de l'avis du CESE sur la proposition d'une nouvelle directive révisée.

Une version actualisée des [lignes directrices contraignantes d'industriAll Europe concernant les procédures et le contenu des négociations pour ces accords de CEE](#) a été approuvée par le Comité exécutif en novembre 2024. Au niveau européen, des progrès significatifs ont été réalisés avec l'adoption de la [directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité](#) en mai 2024, parallèlement à l'entrée en vigueur de la [directive sur la publication d'informations en matière de durabilité](#) par les entreprises.

Ces directives obligent des milliers d'entreprises à publier des informations précises et actualisées sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

Alors que les restructurations continuent de susciter de vives inquiétudes, les nouvelles directives de l'UE doivent fournir des outils supplémentaires pour y faire face.

Elles contraignent les entreprises à atténuer les éventuelles répercussions négatives sur les droits humains et l'environnement dans le cadre de leurs propres activités et tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement mondiales. Grâce à ces directives, diriger une entreprise de manière responsable n'est plus une option, mais une obligation.

Nos politiques dans ce domaine sont présentées dans notre [prise de position sur la conduite d'entreprise responsable](#). Afin d'apporter notre aide aux représentants des travailleurs, nous avons également publié plusieurs recommandations pratiques pour l'action syndicale dans les entreprises multinationales.

En novembre 2024, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé une loi omnibus dont la publication est prévue pour février 2025. Cette initiative pourrait être un retour en arrière sur certains acquis en matière de conduite responsable des entreprises sous couvert d'une réduction de la charge administrative pesant sur les entreprises et d'un renforcement de leur compétitivité.

Les syndicats ont salué l'adoption du [règlement de l'UE sur le travail forcé](#), considéré comme un pas en avant vers la suppression du travail forcé. L'adoption du règlement doit être suivie d'actions pour préparer sa pleine mise en œuvre d'ici 2027, y compris des systèmes de suivi solides et des mesures rapides pour garantir son efficacité.



Renforcer le pouvoir des syndicats pour la solidarité et la paix en Europe

L'invasion de l'Ukraine par la Russie compromet la sécurité de tout un continent. Dès le début du conflit, industriAll Europe a catégoriquement condamné l'agression comme étant illégale et s'est tenue fermement aux côtés de l'Ukraine. L'invasion a engendré d'importantes souffrances humaines, une émigration et un besoin de reconstruction comme l'Europe n'en avait pas connus depuis la Seconde Guerre mondiale. Tout comme le reste du mouvement syndical européen, nous avons soutenu la demande d'une cessation immédiate des hostilités russes. Notre fédération, conjointement avec IndustriALL Global Union, a exhorté la communauté internationale à garantir un soutien politique pour une paix rapide en Ukraine.

Les syndicats ukrainiens des secteurs manufacturiers ont été accueillis en tant que membres de notre fédération, et participent activement à nos réunions. Compte tenu des circonstances particulières que connaît l'Ukraine, nous avons organisé, avec IndustriALL Global Union, des activités

en vue d'élaborer des recommandations spécifiques pour une politique industrielle d'après-guerre. Nous avons également pris part à plusieurs événements afin de nous informer sur les préoccupations concrètes des syndicats ukrainiens. En avril 2024, industriAll Europe et de nombreux affiliés ont exprimé leur solidarité avec l'Ukraine lors d'un sommet syndical pour l'Ukraine, organisé par la CES à Lublin, en Pologne, et réunissant plus de 110 participants.

IndustriAll Europe et IndustriALL Global se tiennent fermement aux côtés de l'Ukraine.

Une réunion tripartite convoquée en juillet 2023, a rassemblé 13 syndicats ukrainiens affiliés à IndustriALL Global Union et à industriAll Europe, ainsi que des représentants de l'OIT, des Nations unies, du gouvernement et des employeurs ukrainiens.

Même en ces temps difficiles pour l'Ukraine, le pays doit maintenir les droits syndicaux fondamentaux tels que définis par les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et ratifiés par l'Ukraine. En outre, l'Ukraine doit adapter sa législation du travail tout en préparant son adhésion à l'Union européenne.

Enfin, lors de sa réunion des 13 et 14 décembre 2023, le Comité exécutif d'industriAll Europe a relayé les préoccupations de ses organisations affiliées concernant la situation au Moyen-Orient en adoptant une prise de position appelant l'Union européenne et les gouvernements européens à intensifier leurs efforts pour mettre fin à la guerre, garantir la libération de tous les otages et permettre d'avancer vers une paix juste et une solution à deux États.

La lutte contre l'extrême droite

Les partis d'extrême droite qui ne respectent pas les syndicats et nos valeurs montent en puissance dans toute l'Europe. Les politiques populistes et extrêmes gagnent de plus en plus de terrain. Les résultats des récentes élections montrent que l'extrême droite a progressé au détriment des partis traditionnels, son électorat ayant triplé au cours des dix dernières années. L'austérité imposée après la crise financière de 2008-2009 a accentué cette tendance préoccupante.

Nous assistons à une normalisation inquiétante de l'extrême droite, qui lui confère une position lui permettant de promulguer des législations. Les syndicats et les droits des travailleurs sont souvent la cible de ces lois restrictives, comme nous avons pu le constater en Finlande et en Hongrie. Dès son accession au pouvoir, l'extrême droite cherche à restreindre drastiquement le droit de grève, à décentraliser les négociations collectives et à remettre en question le rôle des syndicats en tant que partenaires sociaux légitimes. Les représentants des travailleurs sont persécutés pour les valeurs qu'ils défendent.

IndustriAll Europe a adapté son programme politique et consacré une attention considérable à cette menace grandissante pour notre rôle dans la société. En mars 2024, avant les élections du Parlement européen, plus de 80 syndicalistes de toute l'Europe ont participé à un séminaire en ligne afin d'échanger les meilleures pratiques pour lutter contre l'extrême droite qui essaye de tromper les travailleurs avec de fausses promesses.

D'autres séminaires ont montré que le meilleur moyen de lutter contre les partis d'extrême droite est de travailler main dans la main, de rester solidaire et de renforcer nos capacités et notre pouvoir de négociation.

Le premier atelier pour les jeunes sur l'extrême droite s'est tenu en février 2024 à Malaga, en Espagne, suivi d'un deuxième séminaire en juillet 2024 à Budapest, en Hongrie. De plus en plus d'individus se sentent délaissés par les partis politiques traditionnels. Les jeunes sont moins nombreux à se rendre aux urnes et certains tombent dans le piège de l'extrême droite. Durant ces formations, les jeunes membres ont appris à identifier les discours d'extrême droite et à défendre nos propres valeurs.

IndustriAll European Trade Union a publié un document dans lequel elle s'engage contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie, à l'occasion d'une visite sur l'île norvégienne d'Utøya, où 69 participants à un camp de la Ligue de la jeunesse ouvrière (AUF) ont été tués par un extrémiste de droite en 2011.

Enfin, en novembre 2024, le Comité exécutif d'industriAll Europe a débattu de sa toute première prise de position sur l'extrême droite, intitulée « *Plan d'action : protéger notre démocratie contre les idées et les valeurs d'extrême droite !* ». Un mandat a été accordé au Secrétariat pour modifier le document en vue d'une approbation ultérieure.

De plus en plus de partis d'extrême droite entrent au gouvernement. Les syndicats et les droits des travailleurs sont souvent la cible de leurs politiques.

Pénuries de main-d'œuvre et immigration

La Commission européenne a, à juste titre, mis l'accent sur la nécessité de remédier de toute urgence aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences en Europe. Cependant, les mesures relatives à la migration proposées par la Commission répondent à la demande des employeurs favorables à des solutions faciles et ne comportent pas d'initiatives consacrées à l'amélioration de la qualité de l'emploi ou du droit à la formation des travailleurs.

L'une des initiatives de l'UE concerne la création d'une plateforme en ligne, baptisée le « Réservoir européen de talents » et développée dans le but d'accélérer les procédures de visa et de permis de travail pour les pays participants. Au lieu de mettre en place un cadre réglementaire adéquat pour garantir l'égalité de traitement de tous les travailleurs, l'UE encourage les stratégies de réduction de coûts des employeurs à travers cet outil. L'initiative vise principalement à mettre en relation des demandeurs d'emploi de pays tiers avec des employeurs européens. C'est pourquoi nous avons travaillé en étroite collaboration avec la CES et d'autres fédérations syndicales européennes (FSE) pour tenter de pallier les lacunes du Réservoir européen de talents. En juin 2024, nous avons adressé une lettre conjointe à la Commission européenne pour souligner ces lacunes.

La liberté de circulation doit être saluée, mais l'Europe a également besoin d'une « liberté de rester ». La mobilité intra-européenne génère une fuite des cerveaux massive depuis l'Europe du Sud et de l'Est, qui ne fera que creuser davantage le fossé existant entre les États membres. La « liberté de rester » signifie que chacun devrait avoir accès à des emplois de qualité et à des services sociaux dans son pays d'origine sans être contraint de partir à l'étranger. **La migration doit être un choix et non une nécessité.** Cette même logique s'applique à la migration depuis des pays tiers.

Notre Comité exécutif a adopté en mai 2023 une prise de position sur l'urgence d'investir dans les travailleurs, et une autre en mai 2024 sur les pénuries de main-d'œuvre et de compétences, qui présente toute une série de revendications à l'attention des décideurs politiques et des employeurs.

Les deux documents appellent à une égalité de traitement et dénoncent le dumping social et l'exploitation des travailleurs migrants en tant que main-d'œuvre bon marché.

Notre projet intitulé « Renforcer les capacités syndicales en Europe centrale et de l'Est » porte sur des secteurs industriels clés, et a pour objectif de renforcer la syndicalisation et le développement des capacités au moyen de stratégies et d'outils novateurs. À travers ce projet, nous apportons un soutien direct aux affiliés dans leurs efforts de syndicalisation et de recrutement sur le terrain. Lors d'une conférence organisée à Prague en juillet 2024, plus de 65 participants de 13 pays se sont réunis pour dresser le bilan de la situation et discuter des actions à mener.

Vingt ans après le premier élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe de l'Est, nous avons rédigé une déclaration appelant à la création d'emplois industriels de qualité en Europe centrale et de l'Est. D'autre part, nous avons adopté une prise de position incluant 13 demandes pour un futur élargissement de l'UE, appelant notamment à une meilleure implication des syndicats et de la société civile dans les pays candidats.

Vingt-cinq jeunes chargés de syndicalisation de Roumanie, Bulgarie, Serbie et de Bosnie-Herzégovine ont participé au premier atelier de formation d'une nouvelle série d'ateliers régionaux organisés par industriAll Europe pour les jeunes syndicalistes dans le but de renforcer le pouvoir des syndicats. Lors de ce premier atelier organisé à Timișoara, en Roumanie, les jeunes syndicalistes ont appris à utiliser de nouveaux outils, tels que des enquêtes et des tracts, pour améliorer leur communication avec les membres existants et les potentiels nouveaux membres. Ils ont pu échanger les meilleures pratiques en matière de stratégies et de campagnes de communication syndicale, et ont élaboré leurs propres plans d'action sur l'utilisation des nouveaux outils dans leur entreprise ou secteur.

La liberté de circulation est un droit européen, mais l'Europe a également besoin d'une liberté de rester pour éviter la fuite des cerveaux. L'exploitation de travailleurs migrants est intolérable.

Renforcer le pouvoir des syndicats grâce à la participation des jeunes : la jeunesse en action !

À l'approche de la Conférence de mi-mandat d'industriAll Europe, organisée à Thessalonique au printemps 2023, quelque 40 jeunes syndicalistes se sont réunis lors d'un atelier jeunesse à Zagreb dans le but de préparer leur action politique lors de l'atelier « Faire entendre notre voix ! ». Notre groupe de travail « Jeunesse » a présenté des demandes claires, insistant sur la nécessité d'avoir voix au chapitre. Le groupe a poursuivi ses efforts pour que ces demandes soient concrétisées lors du prochain Congrès en 2025.

Pas moins de 60 jeunes syndicalistes se sont rassemblés lors d'un évènement jeunesse organisé en marge de la Conférence de mi-mandat à Thessalonique. Cet évènement a marqué une étape importante pour le groupe de travail « Jeunesse », un an exactement après l'adoption du plan d'action pour la jeunesse par le Comité exécutif. À travers ce plan, industriAll Europe et ses organisations affiliées se sont engagées à impliquer davantage de jeunes travailleurs dans le mouvement syndical.

Depuis lors, d'importants progrès ont été réalisés tandis que nos jeunes militants travaillent assidûment à la mise en œuvre du plan d'action au niveau national. Ceux-ci ont obtenu 25 plans d'action nationaux dans 12 pays, avec pour résultat une augmentation de 10 % des adhésions chez les jeunes.

En novembre 2023, les jeunes syndicalistes se sont retrouvés pour discuter des principaux enjeux auxquels sont confrontés les jeunes travailleurs dans leurs pays et ont formulé leurs demandes pour les élections européennes. Cet atelier a été suivi par deux séminaires en présentiel organisés à Malaga et à Budapest en 2024. Un autre atelier a également été organisé les 6 et 7 décembre 2023 à Rome.

En juin 2024, industriAll Europe a lancé un projet financé par l'UE intitulé « L'académie des jeunes champions du dialogue social » afin de doter ses jeunes membres des connaissances, des compétences et des outils nécessaires pour relever les plus grands défis auxquels les jeunes travailleurs et les apprentis doivent faire face dans un monde du travail en constante évolution.

Mené en collaboration avec le Centre de formation de l'OIT, situé à Turin, ce projet de deux ans repose sur une méthode d'apprentissage innovante qui associe des réunions régionales à des modules de cours en ligne. Cette approche permet aux jeunes participants de contribuer activement à rendre les syndicats et le dialogue social plus inclusifs pour les jeunes.

Près de 35 participants de Belgique, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de France, d'Allemagne, de Hongrie, d'Italie, de Serbie, de Roumanie et d'Ukraine ont participé au premier atelier de ce projet à Sarajevo. À travers cette formation, les participants ont appris à utiliser les derniers outils de communication numérique et d'intelligence artificielle disponibles pour développer des stratégies numériques et garantir un travail décent et des emplois de qualité pour les jeunes travailleurs de l'industrie. Quelque 25 jeunes syndicalistes de Belgique, de Bosnie-Herzégovine, d'Allemagne, de Hongrie, d'Italie, de Serbie et de Roumanie ont participé au deuxième atelier, organisé à Turin, en Italie. Lors de cet atelier, les participants se sont prêtés à un exercice prospectif qui leur a permis de visualiser les répercussions de la double transition écologique et numérique sur le terrain, dans leur pays, leur secteur et leur entreprise. Le projet se poursuivra en 2025.

Lors de sa réunion à Porto les 28 et 29 novembre 2024, le Comité exécutif d'industriAll Europe a discuté de la demande du groupe de travail « Jeunesse » d'accorder le droit de vote à son président au sein du Comité exécutif lors du Congrès de 2025.

Annexes

Documents publiés

Prise de position : [Maîtriser l'intelligence artificielle : Une stratégie syndicale en matière d'IA](#)

Campagne en vue des élections européennes de 2024 : [Des emplois industriels de qualité](#)

Prise de position : [Le futur élargissement de l'UE vers l'Europe de l'Est](#)

Déclaration : [Vingt ans après l'élargissement de l'UE à l'Europe centrale et de l'Est - Pour des emplois industriels de qualité](#)

Déclaration conjointe : [IndustriAll Europe et IndustriALL Global Union - Approfondir la coopération](#)

Politique industrielle

Policy brief : [L'IA dans le monde du travail d'industriAll Europe](#)

Prise de position : [Un plan d'investissement européen pour des emplois industriels de qualité](#)

Prise de position : [Industrie 5.0 : pourquoi les travailleurs doivent-ils s'y intéresser ?](#)

Prise de position : [Plan industriel du pacte vert](#)

Prise de position : [Stratégie industrielle pour l'industrie européenne ferroviaire](#)

Policy brief : [L'industrie des semi-conducteurs en Europe](#)

Policy brief : [De l'industrie 4.0 à l'industrie 5.0](#)

Manifeste : [Manifeste pour une transition juste](#)

Prise de position : [Règles et pratiques en matière de compétences : une approche des syndicats de l'industrie](#)

Politique de négociations collectives et politique sociale

Lignes directrices : [Transposition de la directive relative aux salaires minimaux adéquats](#)

Policy brief : [Emplois industriels de qualité - Une boussole pour la prochaine législature](#)

Prise de position : [Exploiter les pénuries pour un nouveau « nivellement par le bas » ?](#)

Prise de position : [Il est urgent d'investir dans les travailleurs et la formation et de combler les pénuries](#)

Fiches d'information : [Réduction du temps de travail 1](#) et [Réduction du temps de travail 2](#)

Politique d'entreprise

Prise de position : [Une conduite d'entreprise responsable](#)

Lignes directrices : [Négocier des accords de comités d'entreprise européens](#)

Aérospatiale

Prise de position : [Une aviation durable](#)

Automobile

Plan d'action : [Plan d'action pour l'automobile 2024-2026](#)

Prise de position : [Le cri d'alarme des travailleurs de l'industrie automobile et de sa chaîne d'approvisionnement à l'Europe](#)

Prise de position : [Normes d'émissions de CO₂ et Euro 7 : les travailleurs de l'automobile doivent être impliqués](#)

Matériaux de base

Policy brief : [Proposition de règlement de la Commission européenne sur les emballages et les déchets d'emballages](#)

Métaux de base

Demande conjointe : [Appel à un plan d'action pour l'acier](#) aux côtés d'EUROFER (organisation d'employeurs du secteur sidérurgique)

Flyer : [Journée d'action européenne pour l'acier](#)

Chimie et produits pharmaceutiques

Prise de position : [Un accès abordable aux produits pharmaceutiques](#)

Défense

Déclaration de Varsovie : [Pour des emplois industriels de qualité dans l'industrie européenne de la défense](#)

Énergie

Prise de position : [Réglementation de l'électricité : pour une transition énergétique juste](#)

Déclaration : [Réponse à la consultation publique sur les objectifs en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2040](#)

Industries extractives

Déclaration conjointe : [Déclaration conjointe avec les employeurs sur le règlement sur les matières premières critiques](#)

Gaz

Rapport d'étude : [Rapport d'étude sur une transition juste pour les travailleurs du secteur du gaz](#)

Papier

Déclaration conjointe : [Déclaration conjointe avec la CEPI \(organisation des employeurs dans le secteur du papier\)](#)

Construction navale

Projet conjoint : [LeaderSHIP - Construire les compétences de demain pour l'industrie maritime](#)

Prise de position conjointe : [Prise de position conjointe avec SEA Europe \(organisation des employeurs pour les chantiers navals et l'équipement maritime\)](#)

Déclaration conjointe : [Pour un avenir résilient, compétitif et durable](#)

Égalité des chances

Déclaration : [Pour une Europe solidaire et inclusive](#)

Cols blancs

Boîte à outils : [Une boîte à outils syndicale pour la syndicalisation des cols blancs dans l'industrie](#)

Jeunesse

Document : [Renforcer le pouvoir des syndicats : et pourquoi ne pas y inclure la jeunesse ?](#)

Étude : [Étude sur les jeunes](#)

Flyer : [Demandes d'industriAll Europe pour les jeunes en vue des élections européennes](#)

Santé et sécurité

Charte : [La santé et la sécurité dans la production de batteries](#)

Éducation et formation

Guide: [Faire de la formation une réalité pour des emplois de qualité](#)



www.industriall-europe.eu